

# MAIRIE DE VALLOUISE-PELVOUX

**ARRETE MUNICIPAL n° 2025-139**

## **PORTANT REGLEMENTTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT PLACE DE L'EGLISE – TRAVAUX DE RACCORDEMENT ELECTRIQUE**

Le Maire de la Commune de Vallouise-Pelvoux

**Vu** les articles L 2212-1 et L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur les pouvoirs de police du Maire

**Vu** les articles L 2213-1 à L 2213-4 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur la police de la circulation et du stationnement ainsi que les articles L1111-1 à L1111-6

**Vu** le code de la route, notamment l'article R.411-25

**Vu** l'arrêté interministériel sur la signalisation routière (livre I-8 partie signalisation temporaire) approuvé par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié

**Considérant** la demande de la société SUDATI en date du 1<sup>er</sup> décembre 2025,

### **ARRETE**

**Article 1.** L'entreprise SUDATI est autorisée à procéder à des travaux de raccordement au réseau électrique, place de l'Eglise, les 8 et 9 décembre 2025.

**Article 2.** La circulation sera alternée au droit du chantier et régulée manuellement.

**Article 3.** Le stationnement sera interdit aux abords du chantier.

**Article 4.** L'entreprise SUDATI s'engage à restituer la chaussée à son état initial, y compris en tenant compte des caractéristiques techniques initiales de l'enrobé.

**Article 5.** La signalisation réglementaire sur la zone de travaux sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière susvisée.

Elle sera mise en place et entretenue par l'entreprise SUDATI, chargée des travaux.

**Article 6.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par tous les agents habilités à cet effet.

**Article 7.** Ampliation du présent arrêté est adressée à :

- L'entreprise SUDATI, demandeur

Fait à Vallouise-Pelvoux, le 2 décembre 2025



**Le Maire :**

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en application de l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales publié sur le site Internet de la commune.

Informé que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.